

## TRIBUNE



### Pourquoi nous sommes en Europe

■ Je suppose que présenter à la suite, dans votre numéro de l'automne 1991, un article sur la politique de défense canadienne («Savoir prévoir») et un autre sur la sécurité européenne («Querelles dans une Europe nouvelle») était une décision stratégique visant à montrer une relation inhérente entre les deux. Il aurait donc été utile d'examiner de près cette relation dans un troisième article, malheureusement absent.

Desmond Morton parle d'évidence lorsqu'il fait remarquer qu'il est important d'examiner les entrailles du passé quand on essaie de percer le brouillard de l'avenir. Malgré les leçons du passé récent, nous sommes apparemment décidés, une fois de plus, à nous retirer dans notre coquille nord-américaine en attendant d'être plongé dans le prochain conflit européen. Que cela se soit déjà produit deux fois au cours de ce siècle ne semble guère prêter à conséquence.

Comme le note Lawrence Freedman, cependant, les indicateurs actuels pointent exactement dans la direction opposée. Très peu de choses ont changé en Europe. Une Europe unifiée aux pôles multiples devait être le moteur d'un nouvel ordre mondial. Au lieu de quoi elle est cause d'une autre explosion dans les Balkans, de la désintégration de l'empire soviétique et d'une renaissance allemande. Ce n'est guère la recette d'un avenir paisible.

Je m'attendais que les deux auteurs franchissent l'étape logique suivante, puisque M. Morton insistait sur le lien entre les événements en Europe et les problèmes de défense canadiens, et que M. Freedman soulignait l'importance de l'influence nord-américaine dans la gestion de la période de transition dans les relations pan-européennes. Si les responsables gouvernementaux canadiens cherchent pour la nation une politique de défense à long terme qui soit efficace, il leur suffit de se replonger dans leurs manuels d'his-

toire et dans leurs atlas du primaire. Les priorités stratégiques du Canada tiennent à sa position géographique dans le monde et à ses rapports historiques avec les autres pays. Il reste une entité de l'hémisphère Nord qui conserve des liens étroits avec l'Europe et qui doit contrebalancer l'influence écrasante des États-Unis en Amérique du Nord. Ne pas voir le lien évident entre les événements actuels en Europe et l'avenir de la sécurité canadienne semble une fois encore symptomatique d'une myopie chronique des décideurs politiques et militaires canadiens.

Les intérêts de la défense canadienne sont mieux défendus en prévenant des conflits à l'étranger qu'en y prenant part. C'est en participant activement, sur les plans politique, économique et militaire, à la restructuration de l'Europe de l'après-Guerre froide que l'on pourra le mieux veiller sur nos intérêts.

R.E. Stansfield, Aylmer (Québec)

### M<sup>mes</sup> Stein et Gray nous ont fait sourire

■ Les articles de Janice Gross Stein et Charlotte Gray (automne 1991) sur les lendemains de la guerre du Golfe au Moyen-Orient et au Canada nous ont fait sourire à point nommé. M<sup>me</sup> Stein écrit que la guerre a été «lancée pour défendre le principe de la souveraineté des États et de la légitimité de leurs frontières», tandis que M<sup>me</sup> Gray affirme que «pour la toute première fois, en août 1990, le Conseil de sécurité a été unanime».

Le Conseil de sécurité est arrivé à beaucoup de décisions unanimes, mais certaines sont assez instructives. Prenons la résolution adoptée par 15 voix le 5 juin 1982 pour réclamer un cessez-le-feu sur la frontière israélo-libanaise. Ce jour-là, c'est à l'unanimité que les membres du Conseil ont demandé que l'État hébreu «retire sur le champ et sans condition toutes ses troupes hors des frontières internationalement recon-

nues du Liban». Cependant, aucune mesure n'a été prise pour faire appliquer cette résolution.

Prenons la résolution adoptée à l'unanimité le 22 décembre 1975 après que l'armée indonésienne a envahi le Timor oriental et exigeant que Djakarta «retire ses troupes sans délai» et «respecte l'intégrité territoriale du Timor oriental». Le Département d'État avait donné ordre à M. Daniel Moynihan, ambassadeur américain auprès de l'ONU, de s'assurer que «les Nations Unies se révèlent totalement inefficaces quelque mesure qu'elles prennent», comme il l'explique franchement dans ses mémoires. Les soldats indonésiens sont donc restés au Timor oriental. Voilà pour le «principe» de la souveraineté et de la légitimité des frontières.

M<sup>me</sup> Stein déclare également que «les trois principaux objectifs politiques que les États-Unis s'étaient fixés» étaient «la redistribution des richesses dans le monde arabe, une plus grande participation politique et un règlement du conflit israélo-arabe». Elle conclut, à raison, qu'«aucun ne semble possible à atteindre». Mais s'agissait-il de réels objectifs d'après-guerre pour les Américains ou seulement de propagande ?

Le soutien que Washington apportait auparavant aux monarchies anti-démocratiques et autres dictatures arabes et deux décennies de barrage à un règlement du conflit israélo-arabe feraient pencher pour cette deuxième solution. Tout comme la conclusion de M<sup>me</sup> Stein, selon qui, en cette période d'après-guerre, «les États-Unis se trouvent dans une position unique au Moyen-Orient, où ils exercent une influence sans précédent». M<sup>me</sup> Stein nous invite à croire que les planificateurs américains sont des maladroits bien intentionnés qui recherchent la paix, la démocratie et une juste répartition du revenu pour des gens moins fortunés qu'eux. S'ils ne réussissent pas tout à fait à atteindre ces nobles buts, en revanche et par accident, ils

donnent à leur pays un pouvoir et une influence inouïs.

Rod Hill,  
Saint John (Nouveau-Brunswick)

### Des limites du journalisme

■ À propos de l'article de Jean Pelletier intitulé «Dire ou se taire» [*Paix et Sécurité*, hiver 1991-1992], il se trouve que j'ai couvert le même événement que lui à Téhéran, à savoir : les 444 jours de la crise des otages américains. J'admire son professionnalisme, mais je ne partage pas deux de ses hypothèses. En effet, il écrit «[Les ayatollahs] savaient en novembre 1979 que, pour gagner contre la Maison-Blanche [...], il leur fallait atteindre les Américains chez eux, dans leur foyer».

Premièrement, il n'y avait pas de cabale d'ayatollahs concoctant une stratégie contre les Américains. Khomeiny était devenu le seul guide spirituel du gouvernement en majeure partie éduqué à l'occidentale de Medhi Bazargan. Deuxièmement, Khomeiny et le mouvement populaire islamique se moquaient complètement de l'Occident. Les autres – Bazargan et son cabinet de technocrates occidentalisés – ont été renversés précisément à cause de cela. Troisièmement, la prise d'otages a été orchestrée par quelques dizaines d'étudiants enragés et malavisés. Rien ne prouve que le gouvernement, et encore moins Khomeiny étaient au courant.

Le siège a bien pris une vie autonome, surtout avec l'attention accrue des médias américains et de la Maison-Blanche. Il a ensuite été récupéré par des religieux militants qui voulaient chasser les modérés et accaparer le pouvoir.

Dans ses conseils aux journalistes couvrant les prises d'otages, M. Pelletier écrit : «La recherche de la vérité exige de la réserve et de la mesure.» Parfait, si ce n'est qu'il ne définit pas cette fameuse «mesure». M. Pelletier n'aurait-il pas publié le communiqué du FLQ alors que les vies de Pierre Laporte et James Cross étaient en jeu ? Pendant la crise d'Oka, se serait-il plié aux ordres de l'armée et de la police demandant de ne pas dépasser des limites arbitrairement tracées, d'autant que les franchir n'aurait pas mis de vie en danger, sauf peut-être celles des journalistes eux-mêmes ?

Haroon Siddiqui  
Éditorialiste, The Toronto Star □

### Programmes de subventions et de bourses de l'Institut – Avis important

■ L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales devant fermer ses portes, on ne sait pas ce qu'il adviendra de ses programmes de subventions et de bourses (ni de tous ses autres programmes). Nous entendons honorer nos engagements et obtenir le plus tôt possible du gouvernement qu'il nous précise s'il sera possible de donner suite à nos concours de bourses et subventions. Tous les candidats seront avisés dès que nous en saurons plus. Entre-temps, nous leur demandons de ne pas appeler nos bureaux à ce sujet.